

La guerre d'Algérie

Pascal Chambon

La guerre d'Algérie connaît une tragique répétition générale en 1945 à Sétif où, le 8 mai, le jour même de la victoire alliée sur le nazisme, de violentes émeutes éclatent.

Certains musulmans d'Algérie ont espéré que serait mis en application le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » prôné par la toute jeune Organisation des Nations unies ... et les deux Grands, soviétique et américain. Parmi eux, Messali Hadj, chef du Parti populaire algérien, interdit depuis 1939. Mais ce dernier est jeté en prison et 20 000 de ses partisans défilent en sa faveur le 1^{er} mai 1945 à Alger.

Le matin du 8 mai, une nouvelle manifestation survient à Sétif aux cris de *Indépendance, libérez Messali*. Les militants du PPA ont la consigne de ne pas porter d'armes ni d'arborer le drapeau algérien, mais un scout musulman n'en tient pas compte et brandit le drapeau au cœur des quartiers européens. La police se précipite. Le maire socialiste de la ville, un Européen, la supplie de ne pas tirer. Il est abattu de même que le scout. La foule, évaluée à 8 000 personnes se déchaîne et 27 Européens sont tués dans d'atroces conditions.

L'insurrection s'étend à des villes voisines, faisant en quelques jours 103 morts dans la population européenne. La répression est d'une extrême brutalité. L'aviation elle-même est requise pour bombarder les zones insurgées. Après la bataille, les tribunaux ordonnent 28 exécutions et une soixantaine de longues incarcérations. Officiellement, les autorités françaises estiment que le drame aura fait 103 morts chez les Européens et 1 500 chez les musulmans. Les autorités algériennes parlent aujourd'hui de 45 000. Les historiens évoquent 8 000 à 20 000 morts.

L'événement passe inaperçu de l'opinion métropolitaine qui a la tête ailleurs le même jour... Le quotidien communiste *L'Humanité* insinue que les émeutiers seraient des sympathisants nazis !

Les émeutes de Sétif consacrent la rupture définitive entre les musulmans et les colons d'Algérie et annoncent la guerre d'indépendance.

1 - LES ORIGINES DE LA GUERRE D'ALGERIE

L'Algérie est une colonie soumise à la métropole, la seule vraie colonie de peuplement qu'a créée la France... Conquise à partir de 1830, elle est formée de trois départements - Alger, Oran, Constantine - est rattachée au ministère de l'Intérieur et dirigée par un gouvernement général.

Le statut, voté en 1947, est inégalitaire. Il prévoit l'élection d'une Assemblée algérienne de 120 membres aux prérogatives restreintes : les 9 millions de musulmans, de statut "coranique", élisent le même nombre de députés que les 1 million de citoyens français. De surcroît, les élections de 1948 ont été truquées afin de faire élire des représentants de l'administration dans le « second collège », le collège musulman. Bref, la citoyenneté accordée à tous en 1944 est vidée de sa puissance électorale...

De plus, la France manque d'interlocuteurs représentatifs à cause de la crise du nationalisme algérien. Ce dernier est formé de trois courants. Le courant traditionaliste, celui des oulémas, résiste à l'intégration française en s'appuyant sur l'islam, Le courant des « modernistes bourgeois et intellectuels », dont le principal chef est le pharmacien Ferhat Abbas, qui entend procéder par la voie légale, le courant des révolutionnaires, dirigé par Messali Hadj, qui s'est doté en 1947 d'un groupe d'action directe, l'Organisation spéciale, dirigé par Ben Bella.

Tous ces mouvements sont soumis à une intense répression, privés de perspectives locales et connaissent déclin, crises et scissions.

Or, l'Algérie de 1945 connaît de très graves problèmes. Ils sont d'abord d'ordre économique. Il existe une agriculture moderne, qui exporte ses produits, et une industrie naissante, mais elles sont aux mains des Européens, alors que les musulmans pratiquent une agriculture archaïque et routinière, connaissent le chômage ou les emplois précaires. Les problèmes sont aussi sociaux, liés au caractère inégalitaire de la société.

Les Européens - dont 80 % sont nés en Algérie, les "Pieds noirs" - sont en grande partie des citadins, ouvriers ou membres de la classe moyenne, au niveau de vie assez moyen, mais hostiles à toute réforme qui donnerait l'égalité aux musulmans. Ceux-ci sont 8 400 000 et connaissent une véritable explosion démographique. Si 2 millions d'entre eux ont un niveau de vie proche de celui des Européens, les autres connaissent la pauvreté, une scolarisation et un encadrement administratif insuffisant.

2 - LE DECLENCHEMENT DE LA GUERRE D'ALGERIE (1954 / 1955)

L'insurrection de la Toussaint 1954 donne le signal de la guerre. Dans le prolongement du retrait de la France d'Indochine, en juin 1954, et pour unir les fractions divisées du nationalisme algérien, un groupe de jeunes militants - souvent issus de l'OS - lance simultanément 70 actions sur le territoire algérien : attaques de bâtiments civils et militaires, bombes, attentats individuels... La faiblesse du mouvement rend dérisoire l'annonce de la création d'un *Front de libération nationale* (FLN) et d'une *Armée de libération nationale* (ALN) ainsi que la prétention de négocier avec la France la restauration d'un Etat algérien souverain. Mais le sang a coulé et il ne cessera plus de couler.

Les événements du Constantinois, en août 1955, radicalisent la guerre. Là, les massacres éclatent sur l'initiative du responsable du Nord-Constantinois du FLN pour relancer un mouvement qui s'essouffle et contrecarrer les avances faites par Jacques Soustelle, délégué général du gouvernement français en Algérie. Il s'agit de creuser un infranchissable fossé de sang entre les Algériens et les Français par des massacres aveugles. Les 20 et 21 août, le FLN organise un soulèvement qui attaque les quartiers européens des villes et massacre les habitants des fermes isolées, faisant une centaine de morts autour de Constantine. Il s'ensuit une dure répression, en partie menée par les civils européens qui réagissent par une "chasse à l'Arabe". On compte un millier de victimes.

Un fossé de sang sépare désormais les deux communautés : les Européens se dressent en bloc contre les musulmans et l'action du FLN, qui accroît ainsi son emprise sur la population. De son côté, le gouverneur Jacques Soustelle considère désormais comme sa tâche prioritaire de rétablir la paix en luttant contre le FLN. La guerre passe au premier plan.

C'est cette situation que doit affronter, en 1956, le gouvernement de gauche qui arrive au pouvoir, sous la présidence de Guy Mollet.

3 - LA FRANCE S'ENFONCE DANS LA GUERRE D'ALGERIE (1956 / 1958)

D'abord partisan d'une politique de négociations, le président du Conseil, Guy Mollet, donne la priorité à une victoire militaire sur le FLN après avoir été conquis lors la « Journée des tomates » par les Européens d'Alger, le 6 février 1956. Le ministre-résident en Algérie, Robert Lacoste, laisse l'armée conduire la guerre à sa guise. 400 000 hommes bouclent les frontières de l'Algérie, la soumettant à un quadrillage mêlant opérations militaires, actions d'assistance sociale (alphabétisation, soins médicaux) et action psychologique pour gagner la population (propagande, pressions...). A Alger, pour lutter contre le terrorisme urbain, le général Massu, chef de la 10^e division parachutiste, est chargé de la sécurité. Contrôles, fouilles, arrestations se succèdent, certains militaires utilisant la torture pour démanteler les réseaux du FLN qui, de son côté, multiplie les attentats. Militairement, la France l'emporte : l'organisation du FLN est brisée par la "Bataille d'Alger" (1957) et sa force militaire est amoindrie. Mais l'armée ne peut empêcher la poursuite de la guérilla et du terrorisme, ni le ralliement de la population musulmane au FLN, par conviction ou par crainte des représailles.

La guerre d'Algérie mais aussi l'expédition de Suez détériorent la situation internationale de la France. En effet, en octobre 1956, décidée à frapper l'Egypte, tenue pour base arrière de la rébellion - elle abrite la délégation extérieure du FLN - la France organise, en accord avec le Royaume-Uni et Israël, une expédition contre le canal de Suez récemment nationalisé par Nasser. Militairement, l'opération est un succès, mais, condamnées par l'ONU, soumises à la pression des Etats-Unis et de l'URSS, la France et la Grande-Bretagne doivent évacuer la zone du canal. Désormais, la France est mise en accusation aux Nations Unies en raison de sa politique algérienne, elle est attaquée par les Etats du Tiers Monde et les pays communistes sans recevoir, sur ce point, l'appui des alliés américain et britannique.

A l'opposition extérieure s'ajoutent les faiblesses intérieures. La guerre d'Algérie fait éclater la majorité de gauche, victorieuse aux élections de 1956, et paralyse le pouvoir. Une partie de la majorité rejette en effet la politique du gouvernement de Guy Mollet. Les ministères qui se succèdent en 1957-1958 cherchent une solution politique à la crise algérienne, mais sans oser le dire, car ils manquent d'autorité pour l'imposer au Parlement, aux Européens d'Algérie et à l'armée. Le pouvoir est paralysé et la guerre débouche sur une crise de régime : la IV^e République est impuissante.

4 - UNE GUERRE QUI DIVISE FRANÇAIS ET ALGERIENS

Sur le plan intérieur, la guerre d'Algérie est un facteur de déstabilisation économique et sociale car elle est un gouffre financier qui relance l'inflation, creuse le déficit budgétaire, détériore la balance commerciale, épuise les ressources en devises. Dès 1957, il faut freiner l'expansion et renoncer aux dépenses sociales. Par ailleurs, le conflit algérien provoque une profonde crise morale : des intellectuels, des étudiants, des jeunes, des représentants des Eglises réclament la fin d'une guerre conduite contre les aspirations nationales d'un peuple et protestent contre l'utilisation de la torture.

Mais l'Algérie française trouve aussi des défenseurs chez les intellectuels de gauche. Pour une partie des socialistes qui suivent leur secrétaire général Guy Mollet, pour des intellectuels comme l'ethnologue Albert Bayet, l'indépendance algérienne constituerait un renoncement à l'œuvre civilisatrice de la France qui a implanté en Algérie le progrès, la laïcité, les droits de l'homme et qui abandonnerait la population algérienne à un Islam réactionnaire, clérical, rétrograde. Certains intellectuels de droite se radicalisent à partir de 1960. On retrouve de nombreux professeurs et écrivains au colloque de Vincennes de juin 1960 qui rassemble les

partisans de l'Algérie française ou parmi les signataires en octobre 1960, du *Manifeste des intellectuels français* qui dénoncent les "121" comme des "professeurs de trahison".

Enfin, quelques-uns appuieront l'OAS tout en réprouvant les attentats sanglants organisés par celle-ci.

Des partisans de l'Algérie française se rassemblent dans l'*Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française* autour du gaulliste Jacques Soustelle. Ils sont issus de tous les partis et craignent que le régime ne finisse par accepter de négocier avec le FLN. Mais c'est surtout l'extrême droite qui trouve une nouvelle audience, essentiellement en Algérie. Elle entend s'opposer à toute négociation en installant à Paris un pouvoir autoritaire qui laisserait les coudées franches aux militaires et ferait taire les intellectuels. Réduits en métropole à des groupuscules fascistes, ce courant est beaucoup plus puissant en Algérie, dans la population européenne et dans l'armée où certains officiers rêvent de remporter la victoire en employant contre le FLN des méthodes révolutionnaires qui ont vaincu les Français en Indochine.

De leur côté, des partisans du général de Gaulle attendent leur heure. Depuis 1953, le Général a mis en sommeil son parti, le RPF, et s'est retiré de la vie publique. Mais la crise du régime le confirme dans ses analyses et on commence à prononcer son nom comme celui d'un recours possible. Ses partisans suivent avec attention les multiples complots, bien décidés, le moment venu, à les canaliser pour obtenir le retour au pouvoir du général de Gaulle. Lui feint d'ignorer ces préparatifs bien qu'il soit tenu au courant...

5 - LA FIN DE LA GUERRE D'ALGERIE (1958 / 1962)

L'émeute algéroise du 13 mai 1958, entraîne la chute de la IV^e République. Appelé par les partisans de l'Algérie française, de Gaulle leur lance son fameux *Je vous ai compris !* Résolu à résoudre de manière pragmatique le problème algérien, le Général - devenu dernier président du Conseil de la IV^e puis premier président de la République de la V^e - doit tenir compte des circonstances qui vont le conduire progressivement à l'idée de l'indépendance algérienne. Ces éléments sont multiples. La détermination du FLN en est un, qui forme un gouvernement provisoire de la République algérienne. Le désaveu de l'opinion internationale n'est pas sans inquiéter le Général. La lassitude des Français devant ce conflit interminable est également capitale.

Une série de discours jalonne sa propre évolution et prépare progressivement l'opinion à l'indépendance algérienne. En septembre 1958, de Gaulle propose en vain au FLN une reddition honorable, la "Paix des braves". En septembre 1959, il franchit une étape décisive en reconnaissant aux Algériens le droit à l'autodétermination. Puis il évoquera successivement *L'Algérie algérienne*, un *Etat algérien souverain*.

Dès 1960, il entame avec le FLN des pourparlers qui aboutiront aux accords d'Evian en 1962. En Algérie, les Européens et l'armée, qui ont porté de Gaulle au pouvoir, ont le sentiment d'une trahison et rêvent d'un nouveau 13 Mai qui le chasserait. En janvier 1960, les activistes d'Alger déclenchent une semaine d'émeutes, la "semaine des barricades". En avril 1961, quatre généraux - Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, les deux premiers étant d'anciens commandants en chef d'Algérie - provoquent un putsch qui échoue devant le refus des soldats du contingent de suivre les officiers rebelles et devant la fermeté du chef de l'Etat.

Désormais, les activistes se retrouvent dans l'Organisation armée secrète : par une série d'attentats en métropole et en Algérie, celle-ci s'efforce de rendre impossible tout accord avec le FLN, puis une fois celui-ci acquis, d'en empêcher l'application. En effet, le 18 mars 1962,

les accords d'Evian reconnaissent l'indépendance de l'Algérie qui devra être approuvée par référendum.

L'action de l'OAS rendant impossible la cohabitation des deux communautés européenne et musulmane, les Pieds noirs abandonnent une terre sur laquelle ils sont nés et laissent leurs biens, pour affronter un difficile reclassement en métropole. 700 000 Européens doivent quitter avec déchirement l'Algérie durant l'été 1962. Quant à l'OAS, elle tente à diverses reprises d'assassiner le général de Gaulle : le 22 août 1962, celui-ci n'échappe à la mort que de justesse lors de l'attentat du Petit-Clamart, près de Paris.

Le bilan humain de cette guerre est lourd. 250 000 à 400 000 Algériens sont morts (plus d'un million et demi selon l'État algérien). Pour la France, on décompte 28 500 morts du côté des militaires, 30 000 à 90 000 harkis, 4 000 à 6 000 chez les civils « européens » et environ 65 000 blessés. Surtout, les cicatrices psychologiques sont très longues à se refermer et sont multiples. Au déchirement des Pieds noirs s'ajoutent les sentiments ambivalents des « anciens d'Algérie », reconnus tardivement comme les combattants d'une vraie guerre. Les harkis réfugiés en France sont méconnus voire méprisés. Les Français issus de l'immigration algérienne - qui méconnaissent totalement cette histoire, « ces » histoires - en font les frais également : une part du racisme « anti-arabes » en France s'explique aussi par cette guerre. Enfin, l'utilisation politique qu'ont fait les dirigeants algériens de la « guerre d'indépendance » n'a pas toujours permis un regard apaisé sur la période.